

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

CONTRE LES RÉGRESSIONS SOCIALES ET LA DESTRUCTION DES LIBERTÉS

SAMEDI 5 DÉCEMBRE 15H PLACE DE JAUDE À CLERMONT-FERRAND

Deuxième vague de la pandémie, deuxième période de confinement, le monde du travail est encore aux avant-postes. En mars le président Macron annonçait une stratégie : « tester, tracer, isoler ». Qu'en est-il aujourd'hui ? Le premier terme reste encore une promesse. A l'hôpital, un·e agent·e dépisté·e positif·ve au Covid 19 mais asymptomatique est tenu·e de venir travailler ! Pas de respect de

l'isolement pourtant imposé à l'ensemble de la population. La cacophonie succède aux déclarations contradictoires. Même le gouvernement semble désormais inutile quand le pays est gouverné par un conseil de défense. Tout cela au risque de favoriser la contestation en tous sens, même parfois des simples mesures de bon sens.

FIN DU MONDE FIN DU MOIS MÊME COMBAT

CACOPHONIE GOUVERNEMENTALE ET ACCÉLÉRATION DES MESURES ANTISOCIALES. Aucune mesure budgétaire véritable n'est à la hauteur de la situation. Aucun plan d'urgence pour la santé, les suppressions de lits continuent. Aucun plan d'urgence dans l'éducation nationale où la fermeture des établissements pendant près de trois mois met aujourd'hui en évidence des difficultés scolaires accrues pour nombre d'enfants des quartiers populaires. Le ministre Blanquer prévoit encore des suppressions de postes dans les collèges et les lycées et son « école de la confiance » se traduit par une multiplication jamais vue des instances disciplinaires contre les personnels. Il en va de même pour les inspecteurs·trices du travail qui, sous la menace de sanctions, sont sommé·e·s de regarder ailleurs quand les droits des salarié·e·s volent en éclats. Dans une période où la solidarité devrait primer, aucun plan d'urgence pour les services publics, pas même pour donner à tou·te·s un toit et se protéger de la pandémie. Idem pour des familles sans-papiers dont les enfants sont baladé·e·s d'une école à une autre sans souci de la pandémie. Les politiques de déréglementation sont à l'œuvre et aucune grande mesure sociale n'est envisagée pour éviter que des milliers de nos concitoyen·ne·s ne fassent faillite, perdent leur emploi, tombent dans la pauvreté. Cette pandémie nous prive de vie sociale mais pour les actionnaires rien ne change, pour les capitalistes et les banques rien ne bouge.

En 2019, plus de 2 millions de travailleur·euse·s pauvres, 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dont 21% de jeunes ; 6 millions de chômeur·euse·s mais, 49.2 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires. Pour 2020 rien de changé pour les actionnaires mais la fin de l'année verra le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté augmenter de pratiquement un million, des

centaines de milliers de salarié·e·s auront perdu leur emploi. Sans aucune concertation ni recherche de solutions alternatives, la fermeture des lieux de culture, des commerces de proximité, le boulevard offert aux multinationales de la vente en ligne sont inacceptables. Quant au Medef, il ne renonce jamais à l'idée d'allonger le temps de travail et de rendre tout cela bien plus flexible et incertain. Le recours au télétravail est de plus en plus imposé sans aucun cadrage. **Au-delà des difficultés de vie qu'impose la pandémie, c'est bien l'idée que ce sont toujours les mêmes qui doivent payer qui est insupportable.**

Ce gouvernement ne résout aucun problème de la vie quotidienne des gens dans la période la plus difficile qui soit.

Pour la santé ou l'éducation, il est urgent de réinventer un système public pour satisfaire les besoins de la population et faire vivre l'égalité des droits. Il est primordial de réduire les inégalités d'accès à la santé sur l'ensemble du territoire, des zones rurales aux banlieues. Ce pays n'a jamais eu autant d'argent, il n'a jamais eu autant besoin de services publics, de biens communs qui favorisent la solidarité et l'égalité, à l'inverse des choix de cette République prétendument en marche de Macron et des siens.

LA QUESTION CLIMATIQUE EST DEVENUE CENTRALE. Nos dirigeants se montrent incapables de conduire la nécessaire transition écologique. Le Conseil d'Etat, **la plus haute juridiction administrative de la république** vient de mettre en lumière l'inaction de l'État face à ses obligations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est un véritable procès **en carence climatique contre la France.** Malgré cela, les dogmes de ceux qui nous gouvernent demeurent : austérité salariale, marchandisation de nos vies, croissance infinie comme ligne d'horizon.

FAIRE TAIRE TOUTE CONTESTATION PAR DES LOIS ET DES MESURES LIBERTICIDES

Ce gouvernement utilise la crise pour accélérer ses projets de démantèlements mais profite aussi lâchement de cette période pour entraver toute contestation de sa politique. Depuis 25 ans les gouvernements qui cassent les biens communs (services publics, conventions collectives, droits du travail...) multiplient tous les entraves à la contestation que leurs décisions provoquent. Et lorsque tous ces libéraux voient dans cette pandémie et le confinement qu'elle oblige, l'opportunité d'accélérer la casse libérale de toutes les positions acquises par des décennies de luttes, ils accélèrent également les restrictions dans le domaine des libertés. C'est dans cette logique qu'intervient la loi de « sécurité globale » qui s'ajoute à plus de trente lois répressives et de surveillance en 25 ans.

Darmanin a décidé de faire voter cette loi en procédure accélérée. Quelle urgence, en plein confinement, justifie cette attaque liberticide : profiter du confinement pour éviter les manifestations ? Interrogé à l'assemblée nationale le ministre de l'Intérieur explique qu'il s'agit de défendre la police face au terrorisme, le tout dans un amalgame constant entre terrorisme, islamisme, islam, migration et quartiers populaires. Cette confusion organisée est nocive pour la laïcité dont la période a le plus grand besoin. Ce projet de sécurité globale prévoit donc « un an d'emprisonnement et une amende de 45 000 € » pour sanctionner la

« diffusion du visage ou tout autre élément d'identification d'un-e fonctionnaire de police dans le but qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique » tandis que les forces de l'ordre filmeront et utiliseront la reconnaissance faciale. Les drones surveilleront la rue et les manifestant-e-s. Une fois de plus une législation présentée comme antiterroriste viendrait introduire une nouvelle faille dans le droit commun susceptible de se retourner contre d'autres cibles. Le procédé est ancien : quelques semaines après les attentats de 2015, l'état d'urgence était invoqué pour empêcher les militant-e-s écologistes de manifester à Paris pendant la COP21. Dans le même esprit, un amendement à la loi de programmation de la recherche rajouté à la hâte prévoit une peine allant jusqu'à trois ans de prison pour celles et ceux qui « troublent la tranquillité » d'une université. Là aussi fallait oser !

La priorité du gouvernement n'est pas de résoudre le problème du lien entre la police et le citoyen, mais de s'attaquer à la diffusion d'images de policiers, en condamnant journalistes et manifestant-e-s. La vérité de ce projet de loi c'est : « cachez ces violences policières que je ne saurais voir ». Au-delà de cet autoritarisme d'état qui se manifeste dans tous les conflits sociaux, la répression contre le mouvement social et le syndicalisme s'accroît. Les patrons privés ou publics sont à bonne école et répriment avec zèle.

**DES DIZAINES DE MANIFESTATIONS ONT DÉJÀ RASSEMBLÉ PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES
CE NOUVEAU PROJET LIBERTICIDE DOIT ÊTRE RETIRÉ, LES LIBERTÉS DE MANIFESTER ET D'INFORMER DOIVENT ÊTRE RÉAFFIRMÉES.**

SAMEDI 5 DÉCEMBRE 15H PLACE DE JAUDE À CLERMONT-FERRAND

Affirmons d'autres choix de solidarité pour aujourd'hui et pour demain

- Retrait pur et simple du projet de loi de « sécurité globale »
- Retrait de la réforme de l'assurance chômage et de la réforme des retraites par points
- Retrait de la Loi de Programmation de la Recherche et de son amendement 234 liberticide
- Augmentation des salaires et des minimas sociaux
- Des vrais emplois pour les services publics
- Des engagements politiques et budgétaires nécessaires pour la transition écologique

L'ÉGALITÉ VEUT UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

Premiers signataires : SOLIDAIRES, UNEF Auvergne, Syndicat des Avocats de France, CGT Educ'Action 63, AFPS 63, MNCP-Chom'actif, Ligue des Droits de l'Homme, Libre Pensée, Justice et vérité pour Wissam, ATTAC 63, Gilets Jaunes, RESF 63, Osez le féminisme, Alternatiba-anv63, DAL 63, Planning Familial 63, Les Amis du Temps des Cerises / **Organisations soutenant la mobilisation :** Greenpeace, France Insoumise, NPA, PCF 63, Parti de Gauche 63, Union Communiste Libertaire, UD CGT 63